

EBOLA : Isoler le virus, pas les pays

Paris, Conakry, le 6 novembre 2014

Ebola : ce simple mot fait aujourd'hui frémir d'une peur irraisonnée aussi bien citoyens qu'entreprises ou Etats. Et pour cause. La communication à laquelle succombent médias nationaux et internationaux stigmatise plus qu'elle n'explique. Le manque d'explications claires sur le virus alimente fantasmes et psychose. Dans les pays touchés, les individus affectés par Ebola, qui ont peur d'être mis à l'index de la société et qui appréhendent l'hôpital comme un mouroir, rechignent à se rendre dans les centres de santé et augmentent ainsi la propagation de la maladie.

A l'étranger, la peur pousse Etats et entreprises à limiter ou stopper leurs relations avec ces pays, créant l'illusion d'aider ainsi à stopper le virus. Faux : le Sénégal, qui a fermé sa frontière avec la Guinée, ne fait ainsi qu'encourager les passages clandestins, nuisant au contrôle sanitaire et accroissant les risques de propagation de l'épidémie. Résultat : les Etats atteints sont laissés dans un isolement total, véritable menace pour leur développement économique, social et politique. Dans les trois pays les plus touchés, les prix des denrées alimentaires de première nécessité ont augmenté de 24%¹ et la pénurie alimentaire ne cesse de s'accroître. Les investisseurs ainsi que tous les projets de développement sont à l'arrêt ou au ralenti. En Guinée, la croissance du PIB a déjà diminué de 2 à 3%. Les agriculteurs familiaux ne peuvent plus exporter, hypothéquant les progrès récents réalisés en matière de sécurité alimentaire. Ecoles et universités sont fermées. Et le risque de déstabilisation politique est grand, notamment dans un pays qui fait ses premiers pas sur le chemin de la démocratie.

Certes, l'épidémie est très préoccupante. L'Organisation Mondiale de la Santé annonce que l'on pourrait atteindre le cap des 20 000 cas d'ici novembre. Les Etats concernés sont déficients face à la maladie: manque de moyens adaptés au transport de personnes contaminées, difficulté à maintenir une veille épidémiologique rigoureuse et à assurer des contrôles sanitaires sur l'ensemble des points stratégiques, communication déficiente, services sanitaires désorganisés et personnels de santé démunis et parmi les plus touchés par l'épidémie. L'isolement de ces Etats n'est pas une solution mais une double peine.

C'est pourquoi aujourd'hui, 283 organisations françaises et guinéennes s'unissent pour demander aux Etats, médias, entreprises, ONG et pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités afin de venir à bout de cette crise sanitaire avant que ne s'y ajoute une catastrophe économique, sociale et politique.

Nous demandons aux Etats concernés de respecter l'engagement pris en 2001 à Abuja d'accorder 15% de leur budget global à la santé. Un système de santé plus fort sera en mesure de mieux résister à l'épidémie. Nous leur demandons de respecter les allocations de ressources sur lesquels ils se sont engagés et de rendre des comptes sur ces fonds, il en va de leur crédibilité vis-à-vis des institutions et des citoyens.

¹ Selon le Programme Alimentaire Mondial

Nous demandons aux Etats de la sous-région de se mobiliser. Leur coopération est indispensable pour la résolution de cette crise sanitaire.

La fermeture des frontières comme celle mise en œuvre au Sénégal n'est pas la solution. Nous demandons au Sénégal de rouvrir sa frontière, tout comme l'a fait la Côte d'Ivoire, respectant ainsi les recommandations de l'Assemblée générale des Nations unies. La fermeture de la frontière n'empêchera aucunement la propagation du virus, a contrario elle risque de le renforcer par l'absence de contrôles sanitaires.

De la même manière, nous demandons aux compagnies aériennes de maintenir ou de reprendre leurs vols vers Conakry, Freetown et Monrovia. Si des mesures de contrôles doivent être prises pour éviter la propagation du virus, une mise à l'isolement forcée de ces Etats ne se justifie pas.

Nous demandons aux bailleurs de coordonner leurs actions, de veiller à ce que leurs appuis arrivent à temps, correspondent aux besoins et participent à renforcer ces systèmes de santé fragiles. La Communauté internationale qui a tant tardé à réagir doit accélérer ses actions.

Enfin, nous demandons aux médias, aux Etats et aux ONG de s'orienter activement et urgemment vers une communication pédagogique évitant la stigmatisation de la maladie et créant de la confiance dans la prise en charge médicale.

Signataires :

France : Aide et Action, Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF), Association Normandie Guinée, CFDT, CGT, Cités Unies France (CUF), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), Collectif Urgence Ebola Nord-Pas de Calais, Coopération Atlantique Guinée 44, Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF), Conseil National des Jeunes Guinéens de France (CNJGF), Educetera, Essentiel, Etudiants et Développement, Grdr *Migration-Citoyenneté-Développement*, Ligue des Droits de l'Homme, Solidarité Laïque.

Guinée (les 12 premières) : Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG), Union Syndicale des Travailleurs de Guinée (USTG), Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSC), Plateforme des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD), Coordination Nationale de la Société Civile (CONASOG), Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOPG), Les Mêmes Droits pour Tous, Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD), Apek Agriculture, BCDora, Enfance du Globe, Association pour le Développement Communautaire.

Contact Presse : Anne Cassiot – 01 55 25 70 13